

LA CAPITALE RENOUVE AVEC LA CONTESTATION

Émeutes à El-Madania

Les habitants de la cité Diar-Echems, dans la commune d'El-Madania, sont sortis hier, dans la rue pour exprimer leur ras-le-bol. Des femmes, des jeunes et des moins jeunes se sont rassemblés au lieu-dit Les jasmins. Seul moyen pour se faire entendre : bloquer la voie publique à l'aide de troncs d'arbre, de pneus, de blocs de pierres et de parpaings.

Rym Nasri - Alger (Le Soir) - Les habitants des 15 000 logements et de près de 200 habitations précaires de Diar-Echems voulaient dénoncer les conditions de vie dans cette cité qui date de 1960. Ici les appartements sont des F1 ou des F2.

Les espaces sont étroits, les familles sont nombreuses et leurs attentes durent depuis des décennies. «Nous avons ras-le-bol de vivre dans ces conditions lamentables qui perdurent depuis des années. Les promesses des différents responsables se suivent et se ressemblent mais les tenir et les concrétiser relève de l'imaginaire», peste un sexagénaire qui occupe un étroit F1 depuis l'indépendance.

Selon les manifestants, la dernière distribution de logements qu'a connue leur commune remonte à septembre dernier. «Soixante logements sociaux ont été attribués par notre APC et seules trois familles de notre cité ont bénéficié de cette opération», s'indignent-

ils. L'anecdote ne s'arrête pas là, car depuis une semaine, poursuivent-ils, «les trois appartements libérés au sein de notre cité ont été cédés à trois femmes employées à l'APC d'El-Madania».

Cette histoire, paraît-il, n'a fait qu'ajouter de l'huile sur le feu. Car, il y a trois jours, un autre incident s'est produit au sein de la même cité. Voulant s'offrir une «bouffée d'oxygène», certains habitants ont essayé d'ériger des baraques en guise d'habitation sur un terrain de stade abandonné, à proximité de leur cité, rapporte-t-on.

Une tentative qui a été «avortée» par les autorités locales. Cette réaction a, selon les manifestants, attisé l'ire des résidents de Diar-Echems.

C'est ainsi que «nous avons pris la décision de dénoncer la bureaucratie, l'injustice et la hagra instaurées par nos élus en fermant la route», tonne un groupe de protestataires.

Ils passent à l'action. Les manifestants s'emparent de la voie publique



Des femmes, des jeunes et des moins jeunes s'emparent de la voie publique.

en empêchant toute circulation automobile. Présents sur les lieux, les éléments la Sûreté nationale tentent tant bien que mal de maîtriser la situation.

Les nombreux représentants du quartier semblent, eux-mêmes, en désaccord. Ils n'arrivent même pas à désigner un «porte-parole» pour dialoguer avec le chef de cabinet du wali délégué qui s'est déplacé pour la circonstance.

Après maintes tentatives et las d'attendre, ce dernier a fini par rebrousser chemin. C'est autour des services de la Sûreté nationale de tenter de cal-

mer les esprits. Peine perdue. Les manifestants se montrent décidés et obstinés.

Il est 12h30. Les troupes antiémeutes envahissent le Ravin de la femme sauvage. Surpris, les contestataires ont réfuté leur présence et ont commencé à hurler et à insulter les policiers. Une pluie de pierres et de débris de verre s'abat sur les policiers et les nombreux curieux rassemblés en masse sur le boulevard en contre-bas de la cité. C'est la panique. Tout le monde court. «Ils nous attaquent d'en haut de la cité», crie une voix parmi la foule.

Il n'est plus question de faire marche arrière. Les éléments antiémeutes avancent et les jets de pierres se font de plus en plus intenses et violents. Les émeutiers reculent mais ne cèdent pas. De temps à autre, des moments de «trêve» s'imposent avant que les jets de pierres ne reprennent.

La route est jonchée de pierres et de morceaux de verre. Plusieurs policiers sont blessés. Cette fois, l'attaque ne tarde pas. Encore un autre moment de calme. Quelques minutes plus tard, un groupe de jeunes poussant une benne à

ordures surgit du haut d'une pente qui surplombe le boulevard. Ils l'incendient et l'abandonnent à mi-chemin.

Une grosse fumée sombre se dégage et se propage dans l'air. Des injures et des vociférations l'accompagnent. Les mêmes scènes ont continué durant tout l'après-midi, donnant naissance à des sentiments de colère mêlés de panique et de peur chez les émeutiers.

Le quartier des Jasmins a vécu des moments très chauds et violents entrecoupés de brefs instants de calme et de trêve.

R. N.

ARRÊT DE COURS DURANT DEUX HEURES

La contestation gagne les lycées d'Oran

Alors que des tentatives d'apaisement et des promesses ont été données par la tutelle, les lycéens attendent du concret quant à la satisfaction de leurs revendications qui s'articulent autour de l'allègement des programmes et des horaires.

Après le boycott des cours observé durant deux heures par les élèves du

lycée d'Es Sedikia dans la journée de dimanche, hier matin, la contestation a touché trois autres lycées, à savoir Mouloud-Kacem à Aïn Turck, Akid-Othman à Maraval et le Mehdi-Bouabdelli à Arzew.

Les enseignants ont dû intervenir pour empêcher les élèves de sortir dehors et les maintenir dans l'enceinte

de leur établissement durant les deux heures d'arrêt de cours. Les directeurs des établissements scolaires ont été destinataires d'une note émanant de la Direction de l'éducation, faisant suite à l'instruction du ministre de l'Education de décider de dispenser des cours soit mardi après-midi, soit samedi matin, sinon dans l'après-midi de cette même

journée. En réaction à cette note, un enseignant affirme qu'elle ne fera que surcharger davantage le rythme des études, ce qui se répercutera inévitablement sur les jours de repos de l'élève, qui verra ses capacités d'assimilation diminuer face à un programme surchargé.

A. B.

DRAÂ-EL-MIZAN

Les élèves dans la rue et des interrogations

Les lycéens et les collégiens de Draâ-El-Mizan ont décidé de boudier les cours, en signe de protestation contre la surcharge de leur volume horaire hebdomadaire. Le mouvement de protestation a débuté dans l'un des trois lycées de la ville avant de se propager aux autres établissements de l'agglomération.

Dans la matinée de ce début de semaine, rien ne présageait qu'un mouvement de protestation allait être enclenché. Seulement, juste après le début des cours, les apprenants ont décidé de débrayer.

La spontanéité de ce mouvement est incompréhensible

pour certains et légitime pour d'autres. Si pour quelques parents, la surcharge des programmes et du volume horaire hebdomadaire est la seule et unique cause de cette situation, pour d'autres, il ne s'agit que d'un suivi instinctif du mouvement enclenché dans

d'autres régions du pays. Pour un enseignant, tout baigne dans l'établissement où il exerce. «C'est à ne pas comprendre ! D'un côté on réclame deux jours de repos hebdomadaire, et de l'autre, on rejette l'idée de travailler les mardis après-midi. Pour pouvoir avoir les deux, il faudrait plutôt penser à alléger le volume horaire, supprimer les trois heures de rattrapage dans le moyen (maths, arabe et français), plus les matières inutiles et

réduire le volume horaire de certaines matières dans le secondaire, ainsi les élèves et les enseignants pourront souffler et recharger leurs batteries», insistera notre enseignant.

Une idée partagée par un parent de deux enfants scolarisés : «Lorsque nous étions élèves, nous n'avions pas autant de matières. Ces séances de rattrapage, qui, d'après les spécialistes, ne servent à rien, il faudrait les

remplacer par des séances d'appui, de contrôle et d'intégration prolongées, et c'est à l'enseignant de combler les lacunes», soutient notre interlocuteur, avant de regretter le fardeau transporté quotidiennement par les frères potaches. La question qui reste sans réponse est : à quand la reprise des cours ? Cette interrogation est souvent posée par les déserteurs des bancs d'école et leurs parents.

Aït Moh O.